

La solidarité internationale comme sortie de crise

Écrit par Les Réseaux du Parvis

Mercredi, 30 Décembre 2009 13:39

La solidarité internationale comme sortie de crises » Ecologie, social, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises « . Tel était le titre de l'université d'été de la solidarité organisée par le CRID. Rassemblant près de 1000 participants à Pessac, elle fut l'occasion de s'interroger sur la manière de construire un monde plus solidaire. Au CCFD-Terre Solidaire, nous tentons chaque jour de nous inscrire dans ce combat pour un monde nouveau. Au Sud nous soutenons la mise en oeuvre de projets de développement portés par les populations locales elles-mêmes. En France, l'éducation au développement et le plaider sont d'importants leviers d'action. **Un contexte mondial de crises**

Notre planète n'a jamais été aussi riche. Ses habitants, les hommes, n'ont jamais disposé d'autant de ressources pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Et pourtant, les inégalités entre eux, entre peuples, entre communautés n'ont jamais été aussi criantes. Plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim sur notre planète. Plus d'un quart des enfants des pays en développement souffrent de retards de croissance. Deux milliards de personnes vivent encore avec moins de deux dollars par jour.

Si quelques progrès notables ont été accomplis, si les Etats de la planète se sont engagés, au sein de l'ONU en 2000, via les Objectifs du millénaire pour le développement, à réduire les situations d'extrême pauvreté... la dernière crise financière est venue mettre à mal ces timides avancées.

Aujourd'hui ce n'est pas simplement à une crise financière que l'humanité doit faire face. Mais bel et bien à une conjonction de crises financière, sociale, écologique, politique... qui confirme, si besoin était, que le capitalisme néolibéral, modèle de développement dominant ces dernières décennies, nous conduit dans le mur.

De plus, en prenant conscience de la finitude de notre planète, de ses limites écologiques, l'homme, pour la première fois de son existence, se trouve confronté à un défi nouveau : inventer d'autres manières de vivre ensemble et ce de manière durable.

Refuser l'inacceptable...

pour changer le Monde

Dans ce contexte morose, au CCFD-Terre Solidaire, nous continuons de croire que « le développement de l'Homme et de tous les Hommes » est une nécessité urgente. Face aux dérives de ce monde qui conduisent l'Homme à l'échec, nous devons trouver la force de refuser l'inacceptable. Non, il n'est plus tolérable en 2010 de voir les Etats du monde trouver en quelques jours des centaines de milliards pour sauver les banques et afficher une volonté politique quasi nulle quand il s'agit de mettre un terme au scandale de la faim, de l'extrême pauvreté.

Pour que nos concitoyens soient en capacité de refus de l'inacceptable, nous croyons que l'Education au développement est un levier primordial.

L'Education au développement (EAD), de quoi parle-t-on ?

Alors qu'on l'interrogeait sur la manière de mieux appuyer le développement des populations brésiliennes, Dom Helder Camara eut cet réponse : « Si vous voulez que les choses changent chez nous, commencez par les changer chez vous ». Cette réponse nous dit déjà beaucoup sur la nécessité de construire, au Nord comme au Sud, des sociétés civiles organisées pour faire face aux défis de notre époque. Elle nous invite à regarder le monde dans sa globalité à partir de nos réalités quotidiennes et locales. Elle nous invite à comprendre les mécanismes qui engendrent le non développement, la misère. Elle souligne qu'il n'y aura de changement qu'à partir d'une action au coeur de nos lieux de vie, en pesant localement sur des décisions qui ont un impact à l'autre bout de la planète. Eh bien, l'Education au développement englobe toutes ces dimensions.

Ainsi peut-on définir l'EAD comme un acte éducatif, comme un acte politique au sens noble du terme dont la finalité est bel et bien la transformation sociale du monde. En cela, l'EAD se pose non plus comme un acte de sensibilisation visant à émouvoir nos concitoyens sur la situation de nos frères et soeurs à l'autre bout de la planète pour susciter au final leur générosité. Elle se pose alors comme un processus global dans lequel nous voulons impliquer les citoyens pour qu'ils deviennent des acteurs authentiques de la construction d'un monde nouveau.

L'éducation au développement dit notre Espérance

Croyants au Dieu de Jésus-Christ, nous croyons que la vie est plus forte que la mort. En réponse à l'appel de Jésus-Christ, par l'éducation au développement, nous voulons appeler les hommes et les femmes de ce temps à se lever et à devenir serviteur du développement de leurs frères et soeurs en humanité.

Fidèles à la pensée sociale de l'Eglise, nous voulons placer l'Homme au coeur du monde de demain, l'inventer avec lui, convaincu que chacun porte en lui des richesses uniques à mettre au service de la Création.

Par l'EAD, nous disons donc au monde toute notre Espérance, notre soif de justice et de dignité pour tous les Hommes.

Saisir les opportunités

Pour en revenir à la période de crises que nous évoquions précédemment, nul besoin d'être un grand devin pour affirmer qu'elle est appelée à durer et que les plus faibles, une nouvelle fois, en seront les premières victimes. Si ce moment de notre histoire présente des facettes bien déroutantes voire affolantes, il présente aussi des opportunités. Ce qui était interdit hier est aujourd'hui possible. A savoir la critique du modèle de développement dominant et la recherche d'alternatives. En cela, la dernière crise financière aura eu un effet bénéfique. La médiatisation des mécanismes de la finance internationale, en particulier du rôle et de la place des paradis fiscaux, a permis une prise de conscience. Ces mécanismes d'optimisation fiscale, méconnus hier, ont été intégrés comme un élément clé des crises que nous traversons par nombre de citoyens. A tel point, d'ailleurs, que les gouvernements des pays les plus riches ont été contraints d'inscrire la lutte contre ces paradis fiscaux à l'agenda politique international. Avec ces paradis fiscaux, nombre d'entreprises multinationales parviennent à échapper à l'impôt en localisant leurs bénéfices dans des lieux où ils seront faiblement ou pas du tout taxés. Au final, ce sont environ 125 milliards par an d'impôts qui échappent aux pays en voie de développement, privant les gouvernements des Etats du Sud de toute possibilité de lutter efficacement contre misère.

Et ce n'est là qu'un exemple. On pourrait les multiplier à souhait. Un exemple qui prouve bel et bien que la bagarre dans laquelle nous sommes aujourd'hui n'est rien d'autre que celle qui déterminera le(s) modèle(s) de développement qui présideront demain aux destinées de la communauté humaine. L'enjeu est donc de taille et le moment historique. En complément des enjeux d'EAD que j'évoquais précédemment, l'opportunité d'interpeller fortement nos dirigeants politiques et économiques nous est offerte : ils ne peuvent plus nier qu'il y a urgence à réformer les structures mêmes du monde voire à les refonder. Au CCFD-Terre Solidaire, nous avons pour habitude de mener des campagnes de plaidoyer. C'est-à-dire de faire valoir auprès de nos dirigeants nos exigences au nom du bien commun. La prochaine d'entre elles sera une mobilisation forte autour des paradis fiscaux puisque, en 2011, le G20 se tiendra en France.

Nous changeons le monde

Le CCFD-Terre Solidaire est largement impliqué dans le mouvement altermondialiste. « Un autre monde est possible », avons-nous l'habitude de proclamer. Autant cette formule donne de la perspective à nos actions, dit notre Espérance... autant elle pourrait laisser croire que nous sommes des utopistes qui attendraient patiemment et presque indéfiniment le jour où un nouveau monde voudrait bien advenir !

Dans la réalité, il n'en est rien. Quand nous soutenons le développement de l'agriculture familiale en Amérique latine ou en Afrique, quand nous permettons le développement d'activités d'économie solidaire en Asie... nous changeons d'ores et déjà le monde, et ce de manière très concrète pour des dizaines de familles.

Quand des citoyens français investissent leur argent auprès de Terre de Liens pour le rachat de terres agricoles qui seront mises à disposition de jeunes agriculteurs qui n'avaient jusqu'alors pas d'accès à la terre dans notre pays... nous changeons d'ores et déjà le monde en combattant le modèle de développement qui promet la seule agriculture intensive comme modèle.

Dans notre engagement de militants de la solidarité internationale, nous ne saurions nous contenter d'une responsabilité limitée qui nous inviterait à dénoncer les ravages qui se produisent chaque jour sous nos yeux. Non, nous entendons exercer notre responsabilité de manière pleine et entière. Non comme un fardeau, une charge qui nous pousserait à la culpabilité. Mais comme une chance qui nous invite à saisir au coeur même de nos lieux de vie toutes les opportunités de reprendre du pouvoir sur les acteurs du modèle dominant en exigeant d'eux qu'ils repensent leurs manières d'agir. Acteurs de transformation du monde, nous voulons l'être à partir de nos territoires !

Pascal Vincens

**Directeur de l'Education au développement au
CCFD-Terre Solidaire.**

**Il n'est plus tolérable
de voir trouver
en quelques jours des
centaines de milliards
pour sauver
les banques
et une volonté
politique quasi nulle
contre le scandale
de la faim,
de l'extrême pauvreté.**